



NUCLEAIRE

Une catastrophe de plus... c'est une catastrophe de trop : ça suffit !

La catastrophe qui s'abat sur le Japon, secousses sismiques, tsunamis, et ses conséquences est dramatique. Une nouvelle centrale nucléaire, au Japon cette fois-ci, menace. Pour autant les risques de l'énergie générée par le nucléaire et la gestion de ses déchets ne sont pas nouveaux. Les problèmes liés à l'enfouissement, au démantèlement des anciennes centrales et la prise en compte des salariéEs qui ont été exposés aux radiations ne sont toujours pas résolus ... et ne le seront pas aujourd'hui, parce que le nucléaire, même si on veut en sortir, ne s'éteindra dangereusement pas de suite. Autant donc s'y prendre rapidement, stopper ce choix de production énergétique, éviter ses dangers et des soucis pour les générations futures.

SYNDICAT DE LA CHIMIE, DES MINES, DES ENERGIES ET DE L'EAU
BP 30423 35004 RENNES Cedex / chimieb@cnt-f.org / www.cnt-f.org/ul.rennes/

LOGIQUE DE PROFIT LOGIQUE DE MORT

La CNT exige la sortie du nucléaire. Nous exprimons cette détermination en fonction des dangers sociaux et politiques que représente la filière nucléaire.

Danger social

L'industrie nucléaire dysfonctionne partout en France. Ce n'est pas toujours dit, mais il y a des incidents et des accidents toutes les semaines (que ce soit sur les centrales, les centres de retraitement ou les installations militaires). Le risque d'accident majeur est possible. Ce risque n'est pas écarté par les progrès de l'industrie nucléaire. Il augmente au contraire avec la complexité croissante de techniques mises en oeuvre et avec la course à la productivité. Ce risque augmente aussi avec le **vieillessement des installations** nucléaires déjà existantes, sachant qu'EDF envisage d'aller toujours plus loin dans le maintien de ces installations (durée de vie prévue au départ de 20 à 25 ans et rallongée à 40 ans pour des raisons uniquement d'ordre capitaliste, de profits) et continue la **construction de l'EPR**, centrale dite parfaite et idéale à risque zéro (un EPR supplémentaire est prévu à la construction à Penly (76)) !

Le problème des déchets radioactifs n'est toujours pas résolu, plus de 25 ans après le lancement du programme nucléaire civil en France. L'accumulation de ces déchets et le renvoi de leur gestion aux générations futures sont proprement irresponsable. A ce propos, signalons qu'une partie de nos déchets est expédiée dans d'autres pays comme la Russie: ce sont les travailleurs russes, entre autres, qui trinquent !

Les risques pour la santé liés à la pollution radioactive sont toujours présents et touchent notamment l'ensemble des travailleurs et des populations en contact avec l'industrie nucléaire, comme l'ont montré les divers incidents liés aux transports des déchets ou aux différents types de sites nucléaires : centrales, unités de stockage et de retraitement mais aussi mines d'uranium.

A propos de ces dernières, rappelons que si **l'extraction de l'uranium** nécessaire au fonctionnement des centrales ne se fait plus en France (ce qui discrédite l'argument «d'indépendance énergétique» !), il se fait dans les pays pauvres. Ainsi, ce sont 200 000 personnes à travers le monde qui meurent chaque année par contamination.

En ce qui concerne **les salariés de la filière nucléaire** en France, précisons que ce sont les **intérimaires d'EDF** qui sont particulièrement touchés. Les normes de sécurité et sanitaires, quand bien même seraient-elles suffisantes, ne sont pas systématiquement respectées, ce qui implique des travailleurs parfois irradiés, en tout cas jetables après 5 ou 6 ans de travail !

Danger politique

Projet d'essence étatique et technocratique, **le nucléaire a été imposé** sur la base du secret d'Etat et du mensonge délibéré, sans débat réel au niveau des populations concernées (et, en fait, de l'ensemble de l'humanité).

té... au regard des conséquences planétaires de tout accident majeur).

Dans une société où la production vise moins les réels besoins des individus que la constitution de plus-value pour les riches, le mythe d'une énergie abondante et peu chère (mythe véhiculé par les nucléocrates) a occulté les questions essentielles sur **les conséquences sociales et environnementales** de l'emploi de cette énergie, faisant passer les besoins de l'industrie capitaliste avant toute autre considération.

La décision de favoriser l'énergie nucléaire correspond ainsi à un **mode de gestion autoritaire de la société** (par le biais de l'Etat et de ses comparses capitalistes) à l'opposé d'un mode autogestionnaire de fonctionnement (tel que le défend la CNT). Imposer le nucléaire nous dépossède de nos moyens de décision un peu plus, confiant la «chose» à des «experts». Nous, «simples» consommateurs et / ou travailleurs, n'avons pas notre mot à dire.

Il correspond aussi à un modèle économique où le développement à outrance de la production ne répond pas aux besoins et à la finalité de bien-être des

individus, mais bien à la soif de profits d'une minorité de riches.

Enfin, et ce n'est pas le moindre des dangers, le maintien de la filière nucléaire favorise **sa prolifération à des fins militaires**.

La sortie du nucléaire est possible aujourd'hui. Elle repose sur le recours, en phase transitoire, **aux techniques de production énergétique** les moins néfastes pour l'environnement et les individus (centrales au gaz et cogénération prioritaires). Elle doit favoriser le développement des énergies renouvelables et de toutes les possibilités d'économie d'énergie.

La sortie du nucléaire n'implique pas la mise au chômage des personnels. La retraite anticipée avec plein salaire et primes pour les personnels les plus exposés aux risques cancérogènes (cancers du poumon, du larynx, des os) ainsi que **le maintien sur les sites** (moyennant un suivi sanitaire permanent) de ceux et celles qui le désirent pour assurer à long terme les démantèlements, les réhabilitations et les rénovations dans les meilleures conditions.

Pour le développement des énergies alternatives autonomes et/ou d'un service public sans nucléaire, parce que le nucléaire sera toujours anti-démocratique, totalitaire et hiérarchique, la CNT appelle toutes et tous à manifester sa désapprobation et à réfléchir à d'autres modes de consommation énergétique.

Au delà de la question de l'utilité sociale d'une telle technologie, il en va de même pour le développement des OGM, des nanotechnologies, des pesticides, technologies qui engraisent les prophètes de la croissance effrénée du capitalisme, au détriment des usagers et travailleurs que nous sommes tous et toutes.

Au-delà du nucléaire, rappelons les risques sanitaires quotidiennement rencontrés par les salariés et les usagers d'autres secteurs industriels, comme les secteurs du bâtiment et de l'industrie chimique, tel que l'amiante, la laine de verre, les peintures, colles, teintures, poussières et bien d'autres substances encore, qu'elles soient officiellement reconnues dangereuses ou non. Plus généralement, tout ce qui peut constituer un risque sanitaire pour l'être humain est à condamner.

Si le capitalisme veut plus de profit en jouant avec nos vies, refusons de nous y associer. Agissons pour détruire cette logique de profit qui reste une logique de mort.

Mais la sortie du nucléaire ne pourra se faire sans une prise de conscience collective : il est nécessaire de réduire nos dépenses énergétiques.

Seule la prise en main de ces industries par les travailleurs, travailleuses et usagers permettra une sortie contrôlée et maîtrisée du nucléaire.

Confédération Nationale du Travail

Syndicat de la Chimie, des Mines, des Energies et de l'Eau de Bretagne

BP 30423 35004 Rennes Cedex

chimieb@cnt-f.org

www.cnt-f.org/ul.rennes/

Parce que nos droits sont de plus en plus limités, que nos conventions collectives sont bafouées, mal reconnues ou inadaptées à nos activités...

Parce que la précarité se développe dans tous les secteurs, favorisant le chantage à l'emploi et les pressions morales...

Parce que nos qualifications et expériences sont sous-évaluées et méprisées...

Parce que le fruit de notre travail nous est volé par notre hiérarchie et les actionnaires qui nous dirigent... Parce que nos métiers et nos activités d'utilité sociale ne sont plus reconnus comme tels et sont devenus une valeur marchande...

Parce que notre santé est menacée chaque jour et qu'elle a peu de poids dans la balance du profit... Parce que nos métiers sont à risque et que les protections sanitaires individuelles et collectives sont rognées de plus en plus...

Parce que comme nous tu en a marres de te faire duper et voler le fruit de ton travail ...

SYNDIQUES-TOI ! REJOINS LE SYNDICAT !

Puisque personne ne travaille à ta place, que personne ne décide à ta place ! C'est nous qui travaillons c'est nous qui décidons !